



# LE CANARD

## en furie

Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel, tout droit jusqu'au bout de la rue.  
E-mail: [in\\_dicko@yahoo.fr](mailto:in_dicko@yahoo.fr)  
**90.00.99.83 / 96.75.34.12**

PRIX : 300 F

1ère Année:

HEBDOMADAIRE SATIRIQUE NIGERIEN N° 42 du 18 SEPTEMBRE 2017

*Hold-up électoral en perspective à l'université Abdou Moumouni de Niamey*

# Quand les intellectuels aussi magouillent et fraudent

*Le 23 septembre 2017, le corps électoral de l'université Abdou Moumouni de Niamey s'apprête à élire le prochain recteur de ladite université. Trois prétendants se battent pour remplacer le Pr Habibou Abarchi. Il s'agit de Maikorema zakari, directeur de l'Ecole normale supérieure, Nouhou Assane, doyen de la faculté de et Seydou Mamadou de la faculté des sciences de la santé. Trois poids lourds de l'université qui se battent pour conquérir les suffrages des trois composantes du corps électoral : les enseignants chercheurs ; les étudiants et le personnel technique. Mais les esprits sont traumatisés par certaines affaires indignes de l'université Abdou Moumouni... Lire pages 4-5*



## Bagarre rangée évitée de justesse entre la famille de Kadidiatou Ly et des hommes proches du commerçant Oumarou Maïnassara



*Emmanuel Macron/Issoufou Mahamadou*

## Macron conditionnerait le retour au pays de Hama Amadou à toute aide



### *Chefferie traditionnelle du Niger* **Grogne au sein de l'ACTN**

*Déboires en perspective d'un ministre d'Etat*

### **Ladan Tchiana serait-il dans le viseur de la Halcia ?**

# Amères vérités

**Malgré ses difficultés, créées à dessein, la Nigelecreste le plus grand atout des Nigériens. La céder à un privé serait synonyme d'un suicide collectif**

Les critiques fusent. Les plaintes s'accumulent. Les insultes prolifèrent et les désirs de vengeance sont de plus en plus nombreux et persistants. C'est ce moment qu'une certaine agence de régulation de l'énergie au Niger, née il y a quelques mois, initie une enquête de perception des ménages nigériens sur le travail, les services et prestations de la Nigelec [ndlr : la nigérienne de l'électricité]. Cette enquête, qui se déroulerait du 16 au 23 septembre, et qui pourrait être le tournant décisif pour la liquidation de cette société d'Etat si florissante mais que la politique désastreuse de Mahamadou Issoufou a placée dans le rouge. Aujourd'hui, la Nigelec est confrontée à de graves problèmes financiers, accentués ces derniers temps par l'ogre de Gorou Banda, véritable monstre créé, on dirait, pour asphyxier la Nigelec et la déclarer en faillite. La suite est connue. Les investisseurs véreux et les amis indécents sont tapis dans l'ombre, prêts à devenir les nouveaux fournisseurs d'électricité des Nigériens. Gorou Banda serait alors fermée pour raison d'improductivité, des personnels seraient remerciés pour amoindrir les coûts de production tandis que des efforts seraient entrepris pour saborder le processus de construction du barrage de Kandadji. Nous n'en sommes pas encore là, mais le film se déroulera, exactement comme ça, si les Nigériens ne prennent garde. Pour le moment, on cherche à brandir les preuves du discrédit de la Nigelec comme fournisseur d'électricité. Un discrédit largement organisé et construit sur le choix scandaleux d'opter plutôt pour Gorou Banda que pour le barrage de Kandadji. Car, Gorou Banda n'est pas une erreur. C'est un choix réféléchi et assumé, contre les mises en garde des experts, notamment Albert Wright, qui a clairement averti sur la faute monumentale d'investir dans Gorou Banda. Gorou Banda n'est donc pas qu'une affaire de rétro-commissions. C'est un choix stratégique qui permet, à terme, de faire couler la Nigelec en l'endettant et en l'enfermant dans une logique d'assistée qui devient un poids insupportable pour l'Etat.

C'est donc au moment où les Nigériens sont particulièrement amers vis-à-vis de la Nigelec, incapable d'assurer la continuité d'un service public de qualité, que l'on nous balance un communiqué relatif à une enquête

sur la perception des prestations de la société. Le contexte est assurément choisi à dessein. L'enquête sur la perception des services et prestations de la Nigelec n'est pas fortuite ; elle pourrait procéder d'une stratégie visant à faire dire aux Nigériens ce qui est attendu, notamment que la gestion de la Nigelec serait bancaire parce qu'il s'agit d'une société d'Etat et qu'il faut nécessairement la privatiser. La chanson est connue, mais elle fait plus mouche.

Si les Nigériens ne cachent pas leur amertume vis-à-vis de la Nigelec, il reste que toute cession de la Nigelec à des privés dont on aperçoit de loin les têtes serait un coup de massue supplémentaire à nos compatriotes. Ceux qui se sont inscrits dans cette logique ténébreuse pour le Niger le font sans état d'âme. Ils n'auront ni le souci des consommateurs ni celui du Niger. Leur préoccupation, c'est de se faire des sous sans limites et sans arrêt. Exactement comme dans le cas de la SEEN [ndlr : Société d'exploitation des eaux du Niger] dont les prestations sont pires que lorsqu'elle était sous la tutelle de l'Etat. L'eau est parfois, carrément imbuvable, des installations restent en panne durant de longues semaines, voire des mois, sans aucune intervention et les droits des consommateurs sont royalement ignorés. Résultat : aujourd'hui, l'eau coûte très chère aux Nigériens alors que la SEEN n'a pas fait grand-chose en termes d'investissements. Parcourez les lois sur le secteur de l'eau et vous verrez que la cession de l'eau à des privés a été presque un cadeau aux prétendus investisseurs. C'est une arnaque et les Nigériens doivent faire attention à ne pas répéter la même erreur.

Etant derrière la SEEN, on se demande si Bolloré ne serait pas encore cette histoire d'enquête sur la perception qu'ont les ménages nigériens des prestations et services de la Nigelec ? Si les Nigériens tombent dans le panneau en donnant à des prédateurs éventuels l'alibi pour précipiter la Nigelec dans l'escarcelle de ceux qui pourraient être derrière cette enquête, ils commettraient alors l'irréparable. Malgré ses difficultés, créées à dessein, la Nigelec reste le plus grand atout des Nigériens. La céder à un privé serait synonyme d'un suicide collectif. À bon entendeur, salut !

**BONKANO**

**Emmanuel Macron/Issoufou Mahamadou  
Macron conditionnerait le retour au  
pays de Hama Amadou à toute aide**



Selon une source digne de foi, lors du sommet du G5 Sahel tenu à Bamako, le Président Issoufou aurait profité de l'occasion pour avoir, grâce à l'entregent de son homologue malien, une rencontre avec le président français, Emmanuel Macron. Au cours de cette rencontre, Macron aurait posé certaines conditions au Président Issoufou Mahamadou avant que la France accepte d'aider financièrement le Niger. La France serait prête à donner deux mois de salaires pour les agents de la fonction publique ; trois mois pour les retraités ; quatre mois de bourses pour les étudiants, à condition que la démocratie prévale au Niger.

Lors de leur dernière rencontre, à Paris, le 28 août 2017, sur l'immigration des africains en Europe, le Président français n'aurait pas été du tout content de Mahamadou Issoufou, selon notre source. Macron aurait d'ailleurs rappelé à Issoufou de

ne pas un kopeck de la part de France pour une aide quelconque tant qu'il n'honorera pas les conditions qui lui ont été édictées. Des conditions qui prennent Mahamadou Issoufou à la gorge, la principale lui demandant de faire en sorte que Hama Amadou retrouve sa robe de chef de fil de l'opposition et qu'il rentre dans son pays. Selon une autre source, le Président Ibrahim Boubacar Keïta du Mali aurait mis à profit sa récente visite au Niger, dans le cadre du G5 Sahel, pour délivrer un autre message du même genre à son homologue du Niger. Un message qui, selon, toujours, notre source, aurait été envoyé par Emmanuel Macron par rapport à la situation politique et financière du Niger. Macron compte sur la bonne volonté de Keïta pour faire entendre raison à Mahamadou Issoufou.

*Arouna Y.*

**Bagarre rangée évitée de justesse entre la famille de Kadiatou Ly et des hommes proches du commerçant Oumarou Maïnassara**

De sources multiples et dignes de foi, une bagarre rangée aurait été évitée de justesse la semaine passée, entre la famille de Kadiatou Ly, présidente de la Cour constitutionnelle et des hommes proches du commerçant Oumarou Maïnassara. Une banale dispute qui aurait pu tourner au drame, les esprits étant surchauffés. Figurant parmi les protagonistes, la présidente de la Cour constitutionnelle, Kadiatou Ly à qui beaucoup de gens prêtent un tempérament de bagarreuse, ne se serait pas gênée pour injurier ses vis-à-vis sur des bases qui ne l'honorent



pas. Exactement, selon nos sources, comme dans le cas de son altercation avec Sanoussi Jackou dans le salon d'honneur de l'aéroport, il y a trois ans. Heureusement que le sieur Maïnassara, appelé à temps, a joué au pompier pour éviter le pire dans une situation où les menaces étaient proférées à base d'armes blanches. *A.I*

**Déboires en perspective d'un ministre d'Etat  
Ladan Tchiana serait-il dans  
le viseur de la Halcia ?**

Selon nos informations, le ministre d'Etat Ladan Tchiana aurait menacé de claquer la porte de la mouvance au pouvoir au cas où ses alliés d'en face décident d'envoyer l'ancien maire central, Assane Seydou et d'autres de ses collaborateurs, en prison pour mauvaise gestion et détournement de fonds. Réponse du berger à la bergère, le gouvernement compterait mettre la Halcia sur les trousseaux du ministre d'Etat Omar Hamidou dit Ladan Tchiana. Ses amis d'en face auraient affirmé que de toutes les façons, ce Ladan ne pèse rien dans la balance actuellement, et qu'ils n'auraient aucune inquiétude à se débarrasser de lui.

*Arouna Y.*

**Chefferie traditionnelle du Niger  
Grogne au sein de l'ACTN**



Selon une source bien informée, rien ne va plus au sein de l'association des chefs traditionnels du Niger (ACTN). Depuis quelque temps, beaucoup d'observateurs considèrent cette association comme un autre "grand parti" politique du pays. Il semblerait qu'un bon nombre de ces chefs, pourtant interdits par la loi de faire de la politique, auraient battu campagne aux élections de 2016 passées au profit d'un candidat. Aujourd'hui, certains membres de l'association auraient demandé la dissolution pure et simple de cette structure et la création d'une nouvelle association.

*A.Y*

**Code électoral  
Vers un éclatement de la mouvance ?**

Selon une source bien informée, une réunion a réuni les alliés du Pnds Tarayya qui ne seraient pas du tout contents du nouveau code électoral adopté par l'Assemblée nationale. Ils parleraient de tripatouillages qui risquent de provoquer une violente explosion au sein de la coalition au pouvoir. La raison évoquée ? Les alliés du Pnds estiment que celui-ci veut mettre en place une Ceni à sa guise. Selon ces mêmes sources, les partis alliés auraient dénoncé l'arrestation abusive de citoyens Nigériens par le Président Issoufou Mahamadou. Trop c'est trop, auraient-ils dit, pour un simple oui ou non, vous êtes interpellés, jetés en prison pour quelques semaines, voire des mois, rien que pour faire taire les citoyens. Ils auraient demandé au Président Mahamadou Issoufou d'arrêter immédiatement cette escalade. Pour stopper toutes ces dérives, Seïni Oumarou, qui est son Haut Représentant, aurait été mandaté auprès du Président Issoufou Mahamadou pour lui faire part de leurs mécontentements par rapport à tout ce qui se passe actuellement dans le pays.

*A.Y*

*Hold-up électoral en perspective à l'université Abdou Moumouni de Niamey*

# Quand les intellectuels aussi

Le 23 septembre 2017, le corps électoral de l'université Abdou Moumouni de Niamey s'apprête à élire le prochain recteur de ladite université. Trois prétendants se battent pour remplacer le Pr Habibou Abarchi. Il s'agit de Maikorema zakari, directeur de l'Ecole normale supérieure, Nouhou Assane, doyen de la faculté de ... et Seydou Mamadou de la faculté des sciences de la santé. Trois poids lourds de l'université qui se battent pour conquérir les suffrages des trois composantes du corps électoral : les enseignants chercheurs ; les étudiants et le personnel technique. Mais les esprits sont traumatisés par certaines affaires indignes de l'université Abdou Moumouni. Tout ce qu'il y a de plus insultant pour le corps des enseignants-chercheurs ! Tout ce qu'il y a également de déshonorant pour l'université de Niamey qui porte le nom d'un des plus illustres fils du Niger, le Pr Abdou Moumouni, célèbre physicien d'une honnêteté et d'une intégrité incroyables. Feu Joseph Ki Zerbo, condisciple du Pr et auteur de la préface de son livre, « L'éducation en Afrique », quia été réédité par l'Unesco en 1998, raconte ainsi que l'homme a pleuré à chaudes larmes le soir de leur agrégation. Le motif ? Il a confié être en train de penser à tous ses concitoyens dont l'impôt lui a permis de suivre des études jusqu'à ce niveau. Une scène émouvante qui renseigne à suffisance, certes, sur l'homme, mais qui révèle également le rapport que l'homme entretenait avec certaines valeurs et principes. Son héritage, qui aurait pu rester la marque distinctive de l'université de Niamey,

a été malheureusement dévoyé, puis enterré pour faire place à la duplicité, la magouille et la fraude. Déjà, les bureaux de vote, au nombre de 34 en principe, ont été réduits à 19 au prétexte que le Rectorat ne disposerait pas de moyens financiers suffisants pour ouvrir 34 bureaux de vote. Le budget de l'élection n'est pas géré par le comité d'organisation mis en place mais directement par le Rectorat. Des manœuvres de bas étage qui n'honorent pas le titre que porte Habibou Abarchi. Mais il n'en a cure.

## **Des faits et des souvenirs qui n'honorent pas l'université Abdou Moumouni**

Les élections des doyens des facultés FSEG et FSJP ont donné lieu à de viles magouilles et fraudes sans pareil dans l'histoire de l'université Abdou Moumouni. Selon des sources dignes de foi, pour placer qui il veut à la tête des facultés, le Pr Habibou Abarchi a interprété les textes à sa guise, magouillé et fermé les yeux sur des pratiques malsaines. Résultat : un climat délétère qui n'a jamais été constaté auparavant. Malgré les multiples réunions, les lettres de protestation et les risques qu'il fait peser aux activités académiques à l'université Abdou Moumouni, le Pr Abarchi a persisté dans sa volonté d'immixtion dans le processus électoral. Dans l'élection des doyens et des vice-doyens des facultés de la FSEG et de la FSJP, l'homme a manœuvré aussi longtemps qu'il lui a fallu pour parvenir à ses fins. Objectif : faire passer les tandems d'enseignants-chercheurs qu'il dit être « sa proximité ». Pourtant, ses poulains sont compromis dans plusieurs affaires por-

tant sur des indécidables financières et/ou insuffisances dans la conduite des activités académiques.

## **Une couture taillée sur mesure pour Amadou Kaka et Malam Maman Nafiou**

L'élection du doyen de la FSEG en particulier a été marquée par de grosses manœuvres. Curieusement, le passif n'est pas un obstacle pour être élu à l'université. Vous avez beau détourné, posé des actes qui jurent d'avec vos obligations, vous pouvez être élu si vous avez le soutien des gourous. Les suffrages des électeurs ne sont pas forcément nécessaires. Pour la FSEG, justement, c'est le tandem le moins bien recommandable qui a obtenu la charge de présider aux destinées de la jeune faculté. Trois dossiers ont été enregistrés au départ, mais le Pr Abarchi va invalider tous les trois au motif qu'un article des statuts des enseignants chercheurs dit que pour être candidat, il faut avoir au minimum le grade de maître assistant justifier d'une ancienneté de cinq ans. Dans le corps, soutiennent des enseignants chercheurs. Dans le grade, défend le Pr Abarchi. Une brèche dans laquelle ce dernier va se. Selon lui, la mention des cinq ans d'ancienneté suppose « cinq ans d'ancienneté dans le grade et non dans le corps ». Sur cette base, il invalide la candidature du duo Amadou Ousmane-Adamou Tchouso, celle de Malam Maman Nafiou qui aurait cherché en vain un colistier et celle de Djibril Abarchi qui se présentait en solitaire. La réaction du Pr Abarchi n'a pas surpris outre mesure certains de ses collègues qui affirment le connaître trop bien sur ce ter-

rain. Par contre, elle a choqué, l'article en question n'ayant jamais soulevé de vagues auparavant depuis 1990. Ne sachant cacher son jeu, il demande au doyen de l'ex-FSEJ [ndlr : Faculté des sciences économiques et juridiques dont la scission a donné naissance à la FSEG, et la FSJP (faculté des sciences juridiques et politiques), de créer les conditions d'une désignation consensuelle des candidats... en conformité avec son interprétation du critère d'ancienneté. En fait, une couture taillée sur mesure pour Amadou Kaka et Malam Maman Nafiou. La lecture du Pr Abarchi est certainement erronée, mais volontaire, consciente et réfléchie dans un but de tronquer le jeu électoral. De fait, en 2013, sous la tutelle du même Pr Abarchi, le doyen et le vice-doyen de la FSEJ ont été élus alors que le vice-doyen ne remplissait pas la condition d'ancienneté dans le grade. Un fait qui enlève tout crédit au Pr Abarchi qui met à nu son parti pris flagrant dans un processus dont il doit rester éloigné et neutre.

## **Il se fait payer sur la base de cours non avalisés par le conseil de département**

De notoriété publique dans les milieux des universitaires, le Pr Abarchi parlerait des siens et de « sa proximité ». Laquelle ? On ne saurait le dire. Les poulains du Pr Habibou Abarchi n'ont, en vérité, aucun crédit. Ni sur le plan des activités académiques, ni sur le plan du rapport qu'ils entretiennent avec les ressources financières mises à disposition de l'université. Amadou Kaka et Malam Maman Nafiou, élus finalement en tandem le 28 janvier 2017, sont des ensei-

# magouillent et fraudent



gnants chercheurs connus pour des actes peu recommandables dans la gestion des affaires académiques. Refus d'encadrement et de coordination, refus de corriger et de traiter les réclamations des étudiants, désordre dans le travail, bref des retards académiques inadmissibles dont les étudiants se sont régulièrement plaints. Ce sont les hauts faits de ceux qui, par la volonté du Pr Abarchi, ont été portés à la tête de la FSEG. Des façons de faire qui ont convaincu beaucoup d'étudiants à aller s'inscrire dans des instituts et écoles privés de la place. Amadou Kaka, en particulier, évoquerait dans l'esprit de bon nombre d'étudiants, la hantise d'une année académique cauchemardesque. En 2016, il démissionne de sa fonction de président du jury de *L3 Gestion*, abandonnant les étudiants à leur triste sort. Véritable tête brûlée, il se refuse à tout compte-rendu sur l'avancement des cours et examens au chef de département d'économie et se permet même de s'attribuer des cours sans l'aval du conseil de département. Il se fait pourtant payé en cours complémen-

taires. Une signature de la complicité dont il jouit au plus haut sommet du Rectorat !

### **Amadou Kaka et l'argent, un passif très lourd**

Ancien chef de département, puis doyen de l'ancienne FSEJ, Amadou Kaka n'est pas en terrain inconnu. Son passage aurait été caractérisé par de nombreuses irrégularités. Les frais d'inscription des étudiants en masters DCT, GME, FCA et GEA d'un montant de 200 millions ; les frais de dépôt de dossiers dont les pièces comptables ont disparu ; la subvention de l'Etat ; les 12 millions de subvention du Programme spécial au profit du Master Droit des collectivités territoriales, les frais d'inscription que le Pr Yénikoye Alassane a rétrocédés aux facultés pour améliorer les conditions de travail des enseignants chercheurs, etc., sont tous passés à la trappe. Aucune justification ! Non seulement il se serait octroyé des frais de coordination indus, mais il aurait également attribué des marchés à sa propre entreprise « Kaka et frères ». Car, l'homme est aussi un entrepreneur qui ne se gêne

pour se faire du bien. Lorsqu'il a quitté les fonctions de doyen, Tidjani Alou qui l'a remplacé, a eu toutes les peines du monde pour éponger la dette de 30 millions qu'il a laissée derrière lui.

### **L'université Abdou Moumouni a aussi des gens qui gagnent de l'argent sans rien faire**

Des enseignants chercheurs qui ne s'acquittent pas de leurs obligations mais qui sont régulièrement payés, il y en a tout un paquet. Sous les yeux, volontairement fermés, du Rectorat. Abdou Ousseini fait partie de ce groupe d'enseignants chercheurs élus qui saignent les finances publiques sans aucune contrepartie et en violation des textes en vigueur. En mars 2017, l'intéressé est dans sa troisième année d'absence. Pourtant, il continue à bénéficier de salaire et de primes alors que les textes prévoient une réduction de moitié du salaire après six mois d'absence et l'admission à la retraite anticipée lorsqu'elle atteint un an. Le Pr Abarchi ne peut prétendre ignorer cette situation puisqu'il en a été informé par le doyen Tidjani Alou. À ce jour, il n'a pris aucune mesure et le

sieur Ousseini continue de se faire payer... « Sans rien faire ». Dans une lettre qu'ils lui ont adressée, le 22 mars, des enseignants chercheurs ont exposé à Mahamadou Issoufou la situation qui prévaut à l'université Abdou Moumouni et attiré l'attention de l'intéressé sur les conséquences néfastes qui vont nécessairement en découler. Ont-ils tapé à la bonne porte ? Certains observateurs en doutent, soutenant que le 22 mars, ça fait deux jours précisément que Mahamadou Issoufou a été déclaré réélu à la tête de l'Etat après un hold-up électoral. De l'avis de plusieurs enseignants chercheurs, la gouvernance du Pr Abarchi est sans aucun doute la pire de l'histoire de l'université Abdou Moumouni. L'IRSH, l'IREM, l'IRI et aujourd'hui la FSEG et la FSJP, tout est sens dessus dessous. Il faut nécessairement restaurer la crédibilité de l'université Abdou Moumouni en mettant de l'ordre dans les affaires académiques, c'est-à-dire en mettant d'abord les enseignants chercheurs face à leurs obligations.

Doudou.A

Moden/Fa Lumana Africa : Coordination Régionale de Niamey

## Déclaration de la coordination communale Niamey V

**En prélude à la grande messe prévue pour le dimanche 24 septembre 2017, la coordination régionale de Niamey a entrepris une série de tournée dans les cinq (5) arrondissements communaux de Niamey. Suite à cette tournée, c'était le tour de l'arrondissement communal Niamey 5 d'accueillir le président et sa délégation le vendredi 15 septembre 2017 passé. Dans leur déclaration ils ont dénoncé la mauvaise gouvernance du Président Issoufou Mahamadou et de toute son équipe. Nous vous proposons quelques parties de cette déclaration lue par Tondi Gaweye.**

«En cet instant solennel, l'honneur m'échoit de prendre la parole au nom de la coordination communale du 5<sup>ème</sup> arrondissement de la ville de Niamey, afin de souhaiter la bienvenue à tous ceux qui honoré de leur présence, la présente cérémonie. Une pensée singulière et profonde à l'endroit des 39 filles, femmes et enfants du village de N'Galewa dans la région de Diffa, enlevés et maintenus en otage par la nébuleuse secte de Boko Haram. Une pensée forte à la mémoire des Fds tombées aux champs d'honneur, à nos compatriotes de Diffa et Tillabéry meurtries par la panique et la terreur due à l'insécurité permanente dans ces dites régions. Aux populations victimes des récentes inondations, nous présentons nos condoléances aux familles endeuillées et souhaitons prompt rétablissement aux blessés en général, dont celles des quartiers de la rive droite de Niamey, de Gabou Goura ainsi que celui de saga.

Sans oublier nos prisonniers politiques, injustement gardés en prison : **Seydou Bakary, Idé Kalilou et Malla Ary.**

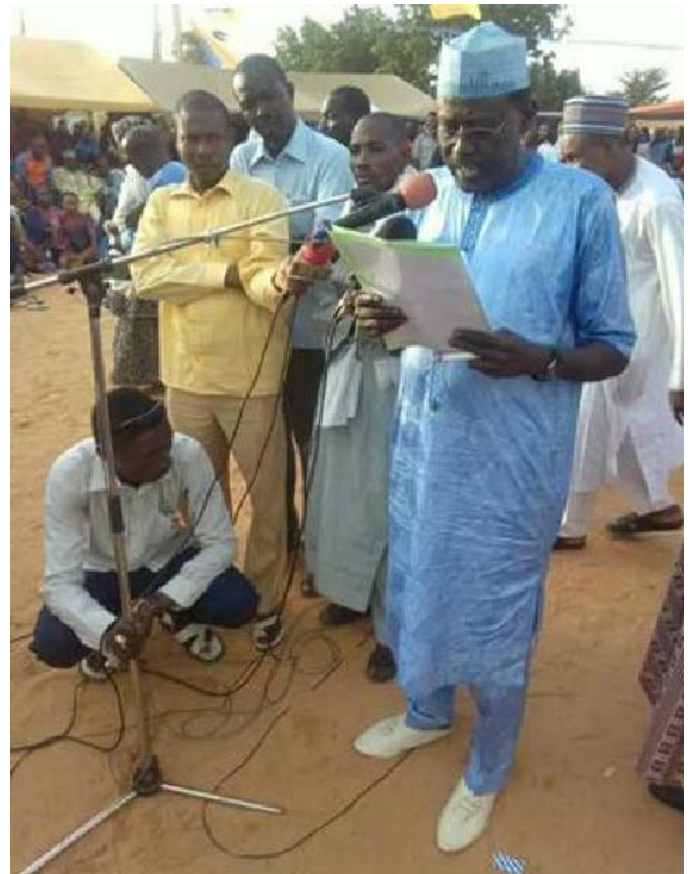
Une pensée spécialement dédiée à l'intention de notre leader National, Son Excellence Hama Amadou, président du Mouvement Démocratique Nigérien pour une Fédération Africaine

(Moden/FALumanaAfrica), dont nul n'ignore le sens élevé de patriotisme, de clairvoyance, de visionneur, d'homme d'Etat à qui nous réitérons notre soutien indéfectible, notre fidélité et notre loyauté totale. Dans un contexte de morosité socio-économique et politique, due en partie à l'incompétence notoire du régime Guri, le président Hama Amadou reste la seule alternative, le seul espoir pour un Niger prospère et émergent.

Hier seulement, ils étaient les meilleurs théoriciens en matière de bonne gouvernance, aujourd'hui à l'épreuve des faits, il est indiscutable aux yeux de tous que le Guri système a profondément échoué sur tous les plans. Mais il a fallu que le système Guri engendre son propre désordre et sa propre crise.

En effet, la mauvaise gouvernance du système Guri n'est un secret de polichinelle aux yeux des Nigériens. Cette mauvaise gestion est caractérisée par :

La culture de la corruption et de l'impunité à tous les niveaux ; l'enrichissement illicite et le détournement des deniers publics ; le favoritisme, la concussion et le népotisme ; les arrestations et emprisonnements arbitraires tous azimuts des opposants, des acteurs de la société civile et même des élèves et étudiants.



C'est le lieu d'exprimer notre pensée sympathique et un soutien à Baba Alpha journaliste à Bonferey, au Directeur de Publication du journal Le Courrier Ali Soumana et l'acteur de la société civile Sirajo Issa. L'interdiction systématique de toute marche et tout meeting de l'opposition et de la société civile, la tentative d'instrumentalisation de la justice, la liquidation programmée de l'école publique et privée et enfin le délabrement du système sanitaire et le mépris à l'égard des agents de santé.

Dans un tel contexte, qu'allons-nous faire ?

C'est de nous tenir debout pour arracher nos droits confisqués, debout pour dire non à la ségrégation dont Niamey est victime ! Debout et debout pour la messe du dimanche 24 septembre 2017 à l'arène de lutte traditionnelle de Niamey pour dire ça suffit. Car il est temps d'agir. Agir

pour sortir notre pays de la dérouté dans laquelle les renaissants l'on plongé. Permettez-moi à ce stade de mes propos de bien vouloir adresse une motion de félicitation et de remerciement aux militantes et militants, aux sympathisantes et sympathisants du 5<sup>ème</sup> arrondissement de Niamey qui ont permis à notre parti d'enregistrer dans l'ensemble un score très honorable lors des dernières élections présidentielles et législatives. Un score qui avait permis au Moden/Fa d'enregistrer la moitié de députés attribués à la région de Niamey. Enfin, comme dirait l'autre '*Niamey Garin Capitaine Salma, Koira Ga Kanou Koira Koyo Si Déni*'

Tenez-vous debout et nous vous suivrons pour que Niamey soit indomptable à jamais, n'est-ce pas ? Présidents Soumana Sanda, oumarou Moumouni Dogari, Garba Hima, Seyni Mereda, Issa Tiémogo et Hama Bobiel.»

# Nigelec : Nuit noire et fuite de responsabilité

Décidément notre pays est une Nation de paradoxe. Pendant qu'ailleurs on célèbre l'excellence et le mérite, de l'autre côté, on cautionne les incapables, les paresseux et les incompetents. Des gens sans aucune initiative, amorphes et bons uniquement à jeter dans la poubelle de l'histoire.

Parmi ces gens exécrables, le DG de la Nigelec et son staff, des individus fatalistes qui ne doivent pas se retrouver là où ils sont aujourd'hui, tellement ils ont fait preuve sept ans durant de leur incurie et de leur incapacité à solutionner les vrais problèmes qui se posent à la Nigelec. Cet individu noir, très noir, au cœur noir, aux idées noires, a plongé hier le pays dans le noir total.

**Du noir partout, obscurité générale et black out total jusqu'aujourd'hui. Sans explication aucune, le courant électrique a été coupé plongeant le pays et la population dans un désarroi total.** Aidé en cela par une chaleur accablante et une horde de moustiques à sa solde, la Nigelec a fait vivre une nuit cauchemardesque aux Nigériens. Hier nuit, seuls quelques rares privilégiés qui disposent de groupes électrogènes ou



solaires ont pu dormir, le reste de la population a été livré aux piqures des moustiques.

**Ce qui est paradoxal dans tout ça, c'est que l'autorité politique laisse faire, car, elle a les moyens de se procurer d'autres sources d'énergie en dehors de la Coupelec.**

Cette complicité tacite et cette fuite de responsabilité doivent être dénoncées et combattues. On ne peut pas garder à la tête d'une société à l'agonie, quelqu'un qui a avoué publiquement qu'il ne peut pas la gérer.

Des milliards de francs CFA ont

été engloutis par Gourou Banda, qui ne sert pratiquement à rien ; **des milliards ont été jetés par la fenêtre dans la location des groupes pour la Nigelec qui ne fonctionnent même pas** ; on a créé spécialement un ministère dédié exclusivement à l'énergie pour caser des parents, amis et connaissances et non pour servir l'intérêt général ; bref la renaissance énergétique est un échec patent , il faut l'admettre et corriger pendant qu'il est encore temps.

Car, les populations sont exaspérées, et si rien n'est fait on

risque d'arriver à la situation du Sénégal où la population excédée a refusé carrément de payer des frais d'électricité pour un service non rendu. L'énergie est vitale pour le développement d'un pays.

Il faut donc laisser la politique et mettre une équipe des gens capables pour manager la Nigelec ; à défaut il faut privatiser cette société avec un cahier de charge précis aux repreneurs éventuels.

**Nous en avons assez !**

Ibrahim Aghali (tamtamino)

## Condoléances

Suite au décès du cousin, grand frère et confrère, Joseph Saïdou Alakaye.

A ce douloureux instant, toute la rédaction du journal Le Canard en furie présente ses condoléances les plus attristées à sa famille, parents, amis et connaissances.

Il fut parmi les premiers journalistes du Niger "Temps du Niger", puis devenu Le Sahel, il était resté dans la Rédaction du journal Le Républicain, et enfin collaborateur du journal l'Actualité. Que la terre lui soit légère. Amin !



PHOTO Illa Kane

### Le Canard en furie

Hebdomadaire Satirique Nigérien

Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel, tout droit jusqu'au bout de la rue.

#### Directeur de publication

Arouna Yacouba  
99.34.21.99

#### Directeur Commercial

Inoussa DICKO  
E-mail : in\_dicko@yahoo.fr  
90.00.99.83 / 96.75.34.12

Conception & Composition  
Le Canard en furie  
Tirage: 1000 Exemplaires sur  
Les presses de la G.I.N